

a réussi à nous assurer le marché anglais. Je nie cette assertion. Je crois que le sentiment existe en affaires, et qu'en offrant une préférence de 35 pour cent sur les marchandises de provenance anglaise, jointe aux éloquentes discours prononcés en Angleterre par le chef du parti libéral, nous avons par là même obtenu cet avantage de nous voir ouvrir plus grand que jamais le marché de la métropole. Le prestige qu'y a exercé la haute personnalité de l'honorable premier ministre, ainsi que les autres mesures que le gouvernement a prises, lorsqu'il a répondu à l'appel de la mère patrie à l'heure du besoin, nous ont assuré ce magnifique marché pour nos produits agricoles. Tout cela a créé un sentiment favorable sur le marché anglais.

Je viens de vous parler, monsieur l'Orateur, de ce qui a été fait en faveur de l'industrie du beurre et du fromage ; je pourrais en dire autant de tous les produits de la ferme. Avec un gouvernement aussi soucieux d'assurer la prospérité de la classe agricole, il n'est pas étonnant que les cultivateurs canadiens trouvent l'aisance et le confort là où autrefois il n'y avait pour eux que privations et désenchantements. Ce que je viens de dire au sujet de la classe agricole s'applique, je crois, également à la classe industrielle et commerciale, aux artisans et aux ouvriers comme à la classe manufacturière. Bien que je ne veuille pas prolonger mes remarques, je ne saurais cependant passer sous silence la grande œuvre nationale poursuivie par l'honorable ministre des Travaux publics (monsieur Tarte) en perfectionnant la belle route du Saint-Laurent. Sans doute que le gouvernement antérieur s'était occupé, dans une certaine mesure, de cette question, mais il est incontestable que depuis que l'honorable ministre des Travaux publics a pris la direction de son département, cette question est entrée dans une phase nouvelle. Il a réuni toutes les ressources de l'art du génie civil, il a mis à profit toutes les connaissances acquises antérieurement sur la voie du Saint-Laurent, qui est la voie nationale par laquelle doivent passer les produits canadiens pour atteindre l'Europe, et que les marchandises étrangères doivent suivre également, pour avoir accès à la métropole de ce pays. La Providence qui nous a donné ce grand fleuve ne s'est certes pas montrée parcimonieuse.

En effet, non seulement elle a voulu qu'il prédominât par son volume d'eau, ses rives magnifiques, ses vallées fertiles, mais elle a voulu aussi que ce fleuve servit désormais d'artère pour le transport des produits des vastes greniers de l'ouest, destinés à l'alimentation d'une partie de la vieille Europe.

Je ne veux pas prolonger plus longtemps mes observations ; mais je lisais, il y a une couple d'années, le discours prononcé dans cette Chambre par l'honorable ministre des Finances actuel (M. Fielding), et dans une péroraison brillante, il disait qu'il croyait que le Canada était peut-être arrivé à son

apogée, mais il formulait l'espoir, cependant, que des temps plus favorables viendraient encore.

Eh bien, M. l'Orateur, les espérances les plus enthousiastes de l'honorable ministre ont été surpassées. Aujourd'hui, l'excédent du revenu n'est plus de deux, trois ou quatre millions par année ; mais pour les sept premiers mois de l'année fiscale courante, le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires s'élève à sept millions de dollars, et cela avec un tarif remanié et abaissé.

Nos amis de l'autre côté de la Chambre disent, et nous disaient en 1896 : il ne faut pas porter atteinte à ce tarif, ce serait profaner une gloire nationale. Ils prenaient pour une gloire nationale ce qui n'était qu'une gloire de parti. Aucune main sacrilège ne s'est portée sur ce tarif ; mais la main qui y a touché, c'est celle du grand financier qui a affirmé pendant tant d'années sa prépondérance dans sa province, la Nouvelle-Ecosse.

Je vois enfin dans le discours du Trône qu'il a plu à Sa Majesté le Roi d'inviter aux fêtes de son couronnement l'honorable premier ministre. Tout le monde se rappelle le lustre, l'éclat, qu'a jeté sur notre pays, au jubilé de la regrettée reine, la présence du premier ministre. Ce que nous espérons, ce que nous savons, c'est qu'il remplira ces fonctions avec autant d'éclat qu'il l'a fait en 1897. Et pas une voix dans cette Chambre, ou hors de cette Chambre, n'est plus autorisée que la sienne à se faire entendre à cette conférence des premiers ministres coloniaux qui aura lieu alors. Nous savons que, par son patriotisme éclairé, son grand esprit d'homme d'Etat, il représente d'une manière adéquate les aspirations de la nation canadienne.

Je ne m'attarderai pas plus longtemps, mais je dois dire que c'est avec un sentiment de grande satisfaction que le peuple de la province de Québec a accueilli, dans le cours de l'automne dernier, la visite du Prince et de la Princesse de Galles. Montés sur les ramparts de Québec, nous pouvions voir déboucher à la pointe de l'île d'Orléans la flotte royale. Tout Québec était là. Le vieux faubourg Saint-Roch était monté sur les remparts. Ce n'était plus Wolfe escadant la citadelle ayant en face de lui des milliers de soldats ; ce n'était plus le tonnerre des canons que l'on entendait vomissant la mitraille et semant les désastres ; c'était toute une race qui, par la voix de ses canons et de ses joyeux clairons proclamait sa loyauté à l'Angleterre. Les comptes rendus des journaux nous disent que d'un bout à l'autre du pays cette visite du Prince de Galles a été une tournée triomphale. Et quand, monté à bord du navire qui l'emportait loin de nos rives, l'illustré prince a songé à ces fertiles campagnes qu'il avait traversées, aux réceptions enthousiastes dont il avait été l'objet partout ; quand il a songé aux villes manufacturières en pleine